

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle

Province de l'Ituri
Territoire de Mahagi
Chefferie de Djukoht
Zone de santé : Logo et Rimba
Axes : Umoyo – Pamitu-Amee
Date de l'évaluation : 29 au 05/ 07/2023
Date de publication du rapport : 17/07/2023



Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	Conflit armé
Date du début de la crise :	Du 15 mars 2023 à ces jours
Code EH-Tools	4793
Si conflit :	
Description du conflit	<p>La chefferie de Djukoth, précisément les groupements de Umoyo et Pamitu-Amee est une zone de déplacement. Les autorités locales et structures sanitaires estiment à ces jours la présence de 5 697 Ménages déplacés accueillis récemment de mars à juin 2023. 3 411 ménages de la nouvelle vague ont été accueillis dans le groupement Umoyo et 2286 à Pamitu-Amee respectivement dans les zones de santé Logo et Rimba.</p> <p>Pour le groupement Umoyo, les déplacés ont fui les incursions de la milice CODECO du 15 mai 2023 et du 26 au 29 mai 2023 à wala dans le groupement Ruinga en chefferie de Mokambo dans les localités des aires de santé frontalières avec le territoire de Djugu notamment à Djupakagoro, Djupacibi, Djupacombe, Djuparima, Djupambaliko, Duparaja.</p> <p>La seconde attaque du 12 juin 2023 à Djupungeng et celle du 27 juin 2023 à Wala ont occasionné un autre mouvement de déplacement de population dans les localités ci-dessous : Adrasi, Pakenge, Bosso, Djupungeng, Djupachwaya, Paishiing, Djupai, Djupadnjanya, Djupangima, Pakenge, Djupalobo, Djupazabi, Djupungila, Djupabisi.... Lors de ces attaques, les ménages déplacés ont subi plusieurs exactions : tueries des 9 personnes, incendies de 41 cases et pillage des biens de la population.</p> <p>Les déplacés accueillis dans le groupement de Pamitu-Amee seraient venus des localités de la chefferie de Panduru dans le groupement de Nyoka qui sont limitrophes au territoire de Djugu. La première vague de déplacement accueillie dans ce groupement est celle de mars à fin avril 2023. Ces ménages ont fui les attaques de la CODECO à Akusi, une des localités du groupement de Nyoka. Au cours de ces attaques, 40 personnes ont été tué, 162 cases incendiées, et les bêtes d'élevage et produits champêtres pillés. De plus, des civiles ont été enlevés pour transporter les biens pillés.</p> <p>La deuxième vague de déplacement a débuté le 13 juin 2023 et continue aujourd'hui à la suite de l'incursion de présumés CODECO à Ugudo, un autre village de la chefferie de Panduru dans le groupement de Nyoka. Ces attaques se sont soldées par des tueries de 2 personnes, vol de 2 motos et des bêtes d'élevage et enlèvement de plusieurs personnes parmi lesquelles des enfants de moins de 5 ans utilisés comme transporteurs des biens pillés.</p> <p>Parmi les déplacés, 70% des ménages sont hébergés en famille d'accueil, 25% sont dans de centre de regroupement collectif (écoles, églises et marché) et 5% habitent dans des maisons de location ou octroyées gratuitement. Notons que le mouvement de déplacement continu avec des arrivées sporadiques suite à l'instabilité sécuritaire qui persiste dans les zones de provenance.</p> <p>Ces nouvelles vagues s'ajoutent à celle de novembre 2022, bien que ces derniers aient déjà reçu une assistance de la part de plusieurs acteurs humanitaires. Le nombre de déplacés de novembre 2022 qui demeurent dans la zone n'est pas connu, de nombreux étants retournés dans leurs zones de provenance.</p> <p>Les nouveaux déplacés n'ont pas reçu d'assistance depuis leur arrivé et présentent des besoins multisectoriels compte tenu du contexte de leur déplacement.</p> <p>Les entretiens communautaires ont relevé les besoins prioritaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les déplacés : les vivres, les abris, les articles ménagers essentiels, eau, hygiène et assainissement et les soins de santé. • Pour la communauté d'accueil : L'eau, les vivres, l'éducation et la santé. <p>Signalons que les déplacés accueillis dans les différentes localités des groupements de la chefferie de Djukoth ont émis les vœux de rentrer dans leurs zones de provenance à cause des conditions de vie difficiles dans la zone d'accueil mais à la suite de l'insécurité qui y persiste, ils sont contraints de rester en déplacement en attendant d'une amélioration de la situation sécuritaire dans leur zone de provenance.</p>

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Groupement	Aire de santé	Localités	Ménages déplacés du 15 Mai 2023 à ces jours	Ménages autochtones à la date de l'évaluation	Pression démographique
UMOYO	ULYEKO	JUPACORA II	138	214	
		UROSU	115	180	
		JKOR JUU	116	183	
		SITE EP ULYEKO	69	0	
		SITE EP JALMBA	36	0	
		MARCHE KUDA	47	0	
	S/Total		1 085	1 387	78.2%
	DRAJU	DRAJU	171	265	
		YAU	80	387	
		JUPADROGO	48	128	
		MAKALA	23	41	
		KONDU	8	29	
		KPANA	80	119	
		NDROY	38	39	
		MBESI	34	58	
		RUJU	40	110	
		NZURU	36	89	
		UMULO	126	108	
		MGBUMGBU	300	119	
	NYODU	37	59		
S/Total		1 021	1 551	65.8%	
DJUPAHOY	DJUTOMBU	200	107		
	JUPALIRI	205	110		
	JUPALESI	200	303		
	JUPAOY	300	134		
	JUPUMULE (JUPALEBE, JUPABALE, PAMUNDU)	400	612		
S/Total		1 305	1 266	103%	
i PAMITU-AMEE	ZAVI	PAMITU-PALIECH	112	ND	
		CENTRE BODA	205	ND	
		JUPAJATIM	101	ND	
		JUVUDO	106	ND	
		PAMITU-JUPUGOL	152	ND	
	S/Total		676	1411	47.9%
	AMEE	AMEE CENTRE (cité nord et sud, cité Mbula)	183	1187	
		ANGOLYERA	34	172	
		JUPAJATIM (Ala)	35	186	
		JUPAMUDO (pamitu)	28	141	
		Jupabedu	17	174	
		JUPAJARUVA	48	209	
		JUPALOBO	23	125	
		JUPARWOTH	29	138	
		KASINGBANO (ziki)	18	169	
		LWALA I(cité mapendo,berlin, mungwalo)	107	555	
	PAVULE	15	108		
	S/Total		537	3 164	20%
	UWIRO	DJUPALANGU	156	170	
		PAMITU/JUPUNGOM	212	346	
JUPANYALENGI		58	61		
JUPABOOK		13	12		
JUPAJATIM		26	44		
CENTRE PEDHA		31	219		
PAKER		256	447		
UMOYO		83	23		
JUPANDRU		142	122		
PAKENGGE		26	39		
JUPAVANGBO		49	47		
JUPAMBALIRO	21	38			

	S/Total		1 073	1 568	68.4%
ADINGI	JUPANYINGE		ND	130	
	JUPAJATIM		ND	164	
	PACWA		ND	126	
	JUPANYALENGI		ND	105	
	JUPABEDU		ND	85	
	PAMITU		ND	189	
	JUPABII		ND	266	
	JUPASONGE		ND	82	
	JUPANDRU		ND	308	
	PAKENG		ND	116	
	JUPALANGU		ND	89	
	CITE YADHA		ND	301	
	S/Total		250	1 961	12.7%
	Grand Total		5 697	12 308	46.2%

Commentaire : Il s'observe une pression de 46.2% des déplacés récents sur la population locale. Le groupement de Umoyo est plus affecté avec une pression de 81%. Selon les autorités locales contactées, l'aire de santé de Uwiro aurait accueilli plus des déplacés d'autant plus qu'elle est plus proche des villages de provenance des déplacés et du marché d'approvisionnement (Ndrele).

N.B Ce pression des déplacés sur la population hôte s'obtient en comparant la population déplacée par rapport à la population autochtone ou hôte. Elle est exprimée en pourcentage.

Différentes vagues de déplacement des 4 derniers mois			
Date	Effectifs	Provenance	Cause
Du 15 mars à fin avril 2023	1139 Ménages déplacés	Ces déplacés seraient venus de Akusi, Ugudo, Paishuri, Panyabio, Djupalangu, Djupabii, Ambe, Inera, Alii, Pamosh, Une partie de Pabong	Attaque de présumés CODECO à Akusi et Djupazaga dans le groupement de Nyoka en chefferie de Panduru suivi d'incendie de plus au moins 162 cases, tuerie d'environ 47 personnes, enlèvement des plusieurs personnes devenues transporteurs des biens pillés.
Du 15 au 29 mai 2023	2849 Ménages déplacés	Ces déplacés seraient venus de Djupakagoro, Djupacibi, Djupacombe, Djuparima, Djupambaliko, Djuparaja, Djupadnjanya, Djupangima, Pakenge, Djupalobo, Djupazabi, Djupungila, Djupabisi....	Incursions et attaques de la population civile par des présumés CODECO en date du 15 mai 2023 à Wala dans le groupement RUVINGA en chefferie de Mokambo suivi des tueries des personnes, des pillages des biens essentiels et des produits champêtres. Du 26 au 29 mai 2023 : incursion de présumés CODECO dans les localités de Pakenge, Jupalobo, Djupazabi suivi d'incendies de 41 cases, pillage des biens domestiques et des récoltes
Du 12 juin 2023 à ces jours	1709 Ménages déplacés	Adrasi, Pakenge, Bosso, Djupungeng, Djupachwaya, Paishiing, Djupai....	Tueries de 7 personnes à Djupangeng par les miliciens CODECO en date du 12 juin 2023 suivies d'incendie de 4 maisons, pillage des biens de la population et vol de 2 motos. -Incursion de présumé CODECO à Wala en date du 27 juin 2023. Ces derniers auraient emporté 2 motos des déplacés retournés dans la zone à la recherche des vivres

Commentaires : Ces effectifs sont ceux des déplacés récents accueillis en familles d'accueil et ceux qui sont logés dans les centres de regroupements collectifs (écoles, églises, marché.)

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Depuis le mois d'avril, les localités des groupements de la chefferie de Djukoht, frontalières avec le territoire de Djugu n'ont pas connu de stabilité, notamment par l'activisme de membres du groupe CODECO commet des exactions à l'égard de la population civile. Il s'agit notamment des tueries d'environ 56 personnes, incendies de plus au moins 203 cases, pillages des plusieurs biens domestiques et des récoltes, enlèvement de plusieurs personnes dont 3 enfants de moins de 5ans.
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En moyenne, les populations déplacés ont effectué 20 à 25 Km à pied de la zone de départ à la zone d'accueil.
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les ménages déplacés ont émis le souhait de retourner. La condition du retour est l'amélioration de la situation sécuritaire des zones de provenances.

Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents.

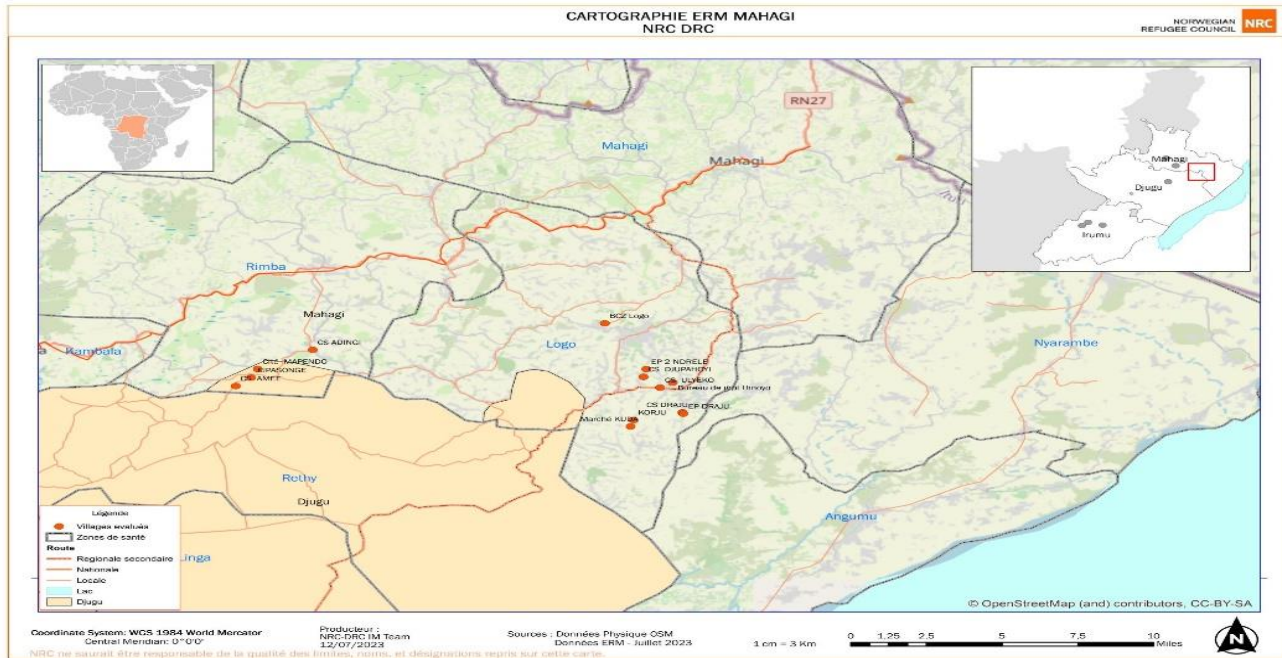
Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type bénéficiaires
Déplacements des populations des zones attaquées par la milice CODECO.	Wash de mars 2023 à juin 2023 : construction de 200 latrines familiales et 90 douches.	Groupe Pamitu/Amee	Oxfam	650 ménages de la communauté hôte
Déplacements des populations des zones attaquées par la milice CODECO.	Cash inconditionnel de 25 dollars par ménage en novembre 2022	Groupe Pamitu/Amee	DRC	Personnes vulnérables (personnes en situation d'handicap, les personnes de 3ème âge)
Déplacements des populations des zones attaquées par la CODECO	Cash à multiple usage de 100 dollars par ménage en décembre 2022	Tout le territoire de Mahagi	Fond social de la République Démocratique du Congo	Environ 50 000 personnes déplacés et quelques familles d'accueil
Sources d'information	Différents chefs des localités du groupement Pamitu-Amee, Curé de la paroisse catholique de Amee, Médecin administrateur du centre de santé de Amee			

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :

L'échantillon était aléatoire pour chaque secteur évalué

Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités.



Techniques de collecte utilisées

- Au total 10 entretiens semi structurés avec les informateurs clés pour chaque secteur ont été organisés (5 dans le groupement Umoyo et 5 dans celui de Amee) pour identifier les vulnérabilités au niveau de chaque secteur avec les informateurs clés. Pour les personnes suivantes ont renseigné sur le contexte de la crise : les chefs de groupement et de toutes les localités, le président de la société civile, les membre de la veille humanitaire dont 6 femmes des association féminines
- Pour l'éducation ; les parents et les directeurs d'écoles sont entretenues pour les besoins spécifiques en éducation. 2 directrices et 5 femmes de la communauté et 7 directeurs ont pris part à ces entretiens.
- En santé et nutriments et la Wash ; les Infirmiers titulaires avec les membres du comité de gestion d'eau et les relais communautaires ont fournis les besoins dans ces secteurs
- La sécurité alimentaire a été renseigné par les ménages agriculteurs dont 4 femmes, les agronomes et vétérinaires des 2 ainsi que les représentants de commerçants de la zone.
- Pour la protection, la sécurité et accès, un entretien avec la police et les militaires qui contrôlent la zone a été mené ; les associations féminines et de droit de l'homme ont renseigné sur les incidents de protection subits par les déplacés pendant leur fuite.
- Des visites des infrastructures ont été faites écoles, points d'eau, ainsi que le marché de Amee et Ndrele.
 - Des réunions communautaires avec différentes couches de la communauté ont été organisées dans chacun des groupements réunissant les chefs de groupements de Umoyo et Pamitu-Amee, les chefs des localités, quelques membres de la société civile, les déplacés, l'agronome et le vétérinaire de ces 2 groupements, les confessions religieuses, les directeurs des écoles primaires, les infirmiers, quelques représentantes des associations féminines, les responsables des jeunes
 - Une récolte des prix des quelques AME de valeur et denrées importantes sur le marché Pamitu-Amee et Ndrele.
 - 54 enquêtes dans les ménages tirés aléatoirement dont 24 dans le groupement Umoyo et 30 dans Pamitu-Amee ont été réalisées afin d'observer les vulnérabilités des ménages déplacés dans la zone.

	<p>Ces ménages ont été choisis aléatoirement dans les villages qui ont des fortes concentrations et dans les écoles qui hébergent plus de déplacés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revue documentaire des statistiques de la population et des effectifs scolaires.
--	--

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Score de consommation Alim calc_fcs	Stratégie de survie moyenne calc_reduced_copy_strategy	Score card AME
23.9	31.7	3.7

Commentaire : Les enquêtes ménages réalisées dans la zone montrent que les ménages déplacés ont développé beaucoup de stratégies de survie négatives pour faire face à la crise. Le score de consommation alimentaire pauvre prouve que les ménages déplacés accèdent difficilement aux vivres et nécessitent une intervention alimentaire d'urgence. Vu que les ménages déplacés avaient fui brusquement et compte tenu du contexte dans lequel ils ont quitté leurs villages, ils n'ont pas pu récupérer leurs biens. Les biens non-alimentaires qu'ils utilisent sont disponibilisés temporairement par la communauté hôte, ce qui est reflété dans le résultat du scorecard AME.

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
<p>Sécurité Alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vivres • Moyen de location de parcelle agricole, semence, outils, engrais et produits phytosanitaires, équipements). • Besoins des pulvérisateurs. • Besoins en Elevage (produis vétérinaires, équipement et cheptel). 	<p>Pour une intervention de première ligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distribution rapide de vivre <p>Pour une intervention de deuxième ligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distribution du cash pour louer les champs à cultiver, • Organiser une foire pour distribuer les outils aratoires ; • Doter la communauté hôte et les PDI des semences améliorées des cultures en cycles court, des semences des légumes et des races améliorer des bêtes, <p>Doter la communauté hôte et les PDI des engrains, des produits phytosanitaires pour les cultures et des stocks en produits zoo-sanitaires y compris les vaccins pour les bêtes.</p>	<p>Déplacés, y compris ceux logeant dans les centres collectifs (Eglises et écoles) ainsi que la population hôte et autochtone.</p>
<p>Besoins en moyens de subsistance : Activités génératrices des revenus (AGR)</p>	<p>Distribuer le cash pour avoir un petit capital et initier différentes AGR : petit commerce, achat machine à coudre...</p>	<p>Déplacés hébergés dans les centres de regroupement collectifs et ceux vivant en FA</p>
<p>AME</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ustensiles de cuisine (Casseroles, cuvettes, louches, plats...) • Literie (matelas, couvertures, draps) • Habits femmes, enfants et homme • Bâches • Récipients de stockage d'eau 	<p>Doter les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables des AME d'urgence.</p>	<p>Tous les déplacés et familles d'accueil vulnérables.</p>
<p>Abris Hébergement des ménages qui occupent les lieux publics, en particulier les écoles.</p>	<p>Construction des abris d'urgence afin de libérer les salles de classe avant la prochaine rentrée scolaire.</p>	<p>Tous les déplacés en centre collectif</p>
<p>EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sources d'eau potable insuffisante • Conditions d'hygiène et assainissement précaire, 	<p>1. AIRES DE SANTE DRAJU, ULIEKO ET DJUPAHOYI - Aménagements des points d'eau présents dans la zone tels que les points d'eau non aménagés de</p>	<p>Les ménages des personnes déplacés, les familles d'accueil et autochtones</p>

<p>particulièrement dans les centres collectifs.</p>	<p>Alakpa, Atolo et Uruido à Draju et 18 autres dans les aires de santé de Ulieko et Djupahoyi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des sources Nyabongo, Acana et Ndibo qui présentent quelques fuites à Draju. - Renforcement des sensibilisations des populations autochtones et déplacées sur les pratiques d'hygiène, particulièrement sur les moments clés de lavage des mains, les risques épidémiologiques liées à la défécation à l'air libre déclarée dans les trois aires de santé - Sensibilisation des populations sur les risques liés à l'insalubrité dans les villages. - Sensibilisation des populations sur l'importance de la construction des toilettes par famille ou ménage. - Construction des infrastructures WASH (latrines, fosse à placenta, incinérateur, point d'eau) aux CS de Ulieko, Draju, Djupahoyi, ainsi que dans des écoles qui, du reste, hébergent des déplacés. - Sensibilisation des populations sur la gestion des ordures ménagers (70% n'ont pas de trous à ordures) <p>2. AIRE DE SANTE DE ADINGI, AMEE, ZAVI ET UWIRO</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aménager 9 sources d'eau de l'aire de santé de Zavi en groupement Pamitu-Amee - Réhabiliter certaines sources construites par certains partenaires tel que Malteser depuis 2004 et UNICEF via le programme village assani en 2015. - Aménager 11 sources de Amee dont (2 à Jupajatim, à Abuu, à Luala1, Cité Sud, et Pavule - Aménager les 11 sources (Zodha, Sherda, Ayuda, etc) de l'aire de santé de Adingi pour suppléer l'unique source aménager dans la zone - Aménager les 17 sources de l'aire de santé de Uwiro en groupement Pamitu Amee. - Promouvoir l'hygiène et assainissement à travers la construction des toilettes dans des sites collectifs et dans des familles : 30% seulement ont accès aux toilettes. -Promouvoir les mesures d'hygiènes telle que la pratique de lavage des mains 	<p>Les ménages des personnes déplacés, les familles d'accueil et autochtones.</p>
<p>Education</p> <ul style="list-style-type: none"> • Espace d'apprentissage sain et protecteur • Fournitures scolaires (kits, manuels, etc.) • Kits didactiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Couvrir les besoins en fournitures scolaires des enfants déplacés • Solution d'abris d'urgence pour les déplacés qui occupent les salles afin de les libérer avant la rentrée scolaire. 	<p>Les enfants déplacés et de la communauté</p>
<p>Les secteurs concernés sont : Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement et Education.</p>		

4 Accessibilité

4.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Quoique les routes dans la zone ciblée, les groupements Pamitu-amee et Umoyo/Chefferie de Djukoht sont en terre battue, celles-ci restent généralement carrossables pour tout véhicule. Il existe des escarpements à plusieurs endroits avec le risque des accidents en cas de patinage des véhicules surtout pendant les saisons pluvieuses. D'où hormis le respect de la limitation de vitesse, il faudra obligatoirement des véhicules tous terrains avec des pneus en bon état.
Sécurisation de la zone	Globalement, la situation sécuritaire est relativement calme et la criminalité est moindre dans la grande partie de la Chefferie de Djukoth/Ndama, la zone ciblée. La sécurité sur les axes routiers reste calme sauf dans les villages limitrophes du Territoire de Djugu, fief de la CODECO, tels que : Adrasi, Wala, Nioka, Akusi uyudo, Djupalangu, Pabong, Djupa-bedu, Djupa Nyige Pacwa etc, qui sont la zone de provenance de la majorité des PDI, Les FARDC et la PNC sont présentes dans la zone ainsi que d'autres services étatiques de sécurité. La MONUSCO a une base dans le Groupement Pamitu-Amee à la lisière avec le Territoire de Djugu.
Communication téléphonique	Les axes sont couverts par les réseaux téléphoniques Vodacom et Airtel. Le réseau de communication Airtel y est le plus préféré car il couvre la grande partie de la chefferie malgré une couverture partielle dans certaines zones.
Stations de radio	Les groupements Umoyo et Pamitu Amee sont couverts par certaines radios notamment la radio Baraka, radio Umoja et radio FADES de Mahagi, RTK Rety, radio Tam Tam de Kpandroma et la radiotélévision de Djalasiga

4.2 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

4.2.1 Protection et Do no Harm

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Le risque d'instrumentalisation de l'assistance par certaines personnalités en lien avec l'organisation des élections prévues en décembre 2023.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	D'une part, des risques des soulèvements contre NRC pourraient surgir de la part de certains déplacés des anciennes vagues dont les critères de ciblage pourraient limiter leur enregistrement. D'autre part, les déplacés non enregistrés pourraient se dresser contre ceux qui auront été ciblés par l'intervention. Les facteurs suivants peuvent accentuer les conflits dans la zone : - Le manque de transparence, - La faible implication de la communauté, - La faiblesse dans la communication avec la population (Feedback) - Le manque d'inclusion dans la sélection de la main d'œuvre locale. - Le langage incontrôlé et des attitudes contraires à la cohésion sociale. - Le non-respect du code de conduite par le personnel et l'ignorance des sensibilités aux conflits.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Le risque est minime vu les capacités disponibles et la proximité avec des marchés importants (notamment la proximité avec l'Uganda). Une évaluation de marché est planifiée pour confirmer la capacité du marché à absorber l'assistance prévue.
Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	- ONG SOFEPADI (Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral) intervient dans la prise en charge médicale et psycho sociale des cas de VBG dans le groupement Umoyo - Samariturn's Purse intervient dans la protection de l'enfance, la prise en charge des cas de VBG volet autonomisation des femmes victimes des violence sexuelles - UNICEF appuie la vaccination des enfants dans les deux zones de santé de Logo et Rimba dans le cadre de la protection de l'enfance. NB. Il faut dire que cette réponse est partielle, car elle ne couvre pas toutes les aires de santé (cas de la réponse aux VBG qui n'est pas assurée dans les aires de santé de Djupahoyi et Ulyeko dans Umoyo)

Incidents de protection rapportés dans la zone

- Exécutions sommaires (tuerie de 7 personnes d'une même famille par le CODECO) dans Adrasi
- Violences sexuelles et violences physiques (2 personnes gravement blessées sont à l'hôpital de LOGO et 1 personne au centre de santé de ULIEKO, toutes blessées par CODECO)
- Pillages (vol de 2 motos à WALA et à ADRASI et pillage dans 3 kiosques)
- Barrières et taxes illégales
- Amendes illégales et exorbitantes
- Enlèvement des personnes dans le groupement de Nioka à Akusi
- Incendies des habitations de la population. (46 maisons incendiées à RUVINGA et 7 maisons incendiées à ADRASI ISIRO)
- DUJPAZAGA/ Groupement NIOKA : tuerie de 13 personnes
- DJUPALANGU/PUNA : tuerie de 15 personnes
- AKUSI : tueries de 5 personnes
- UGUDO : tueries de 2 personnes et 1 personne blessée
- AMBE : pillages et vol des bétails, 2 motos emportées,
- PUNA : tuerie de 8 personnes vers le mois d'avril, destruction de culture, destruction de maisons à peu près 150 maisons incendiées ;
- Destruction et pillage dans le centre de santé de PANYABIO, incendie d'une école EP ALII
- L'Eglise de ZAGU pillée et detolée.
- Exploitation des enfants de moins de 10 ans pour transporter les bagages des assaillants

Les risques potentiels :

- Risques des tensions lors de l'enregistrement dues aux grognes de ceux qui pourraient être omis.
- Risques des tensions entre les déplacés qui ne seront pas pris en compte par NRC par exemple lorsqu' on considère les vagues récentes soit de 2023 pendant qu'il y a aussi ceux de 2022 qui n'ont jamais reçu d'assistance
- Risque de tensions si on peut faire exporter les fournisseurs en laissant les fournisseurs de la zone qui ont la capacité de servir la population (en cas des foires)

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

Des petits tiraillements entre les communautés déplacées et les communautés hôtes sur les points et sources d'eaux, ces derniers lancent des paroles choquantes aux déplacées et parfois des bagarrent dues aux premiers arrivés à la source et les premiers à trouver de l'eau, par cette explication les communautés hôtes veulent trouver de l'eau en premier même s'ils sont venus en derniers disant que les déplacés sont venus abimer leurs sources.

Par ailleurs les déplacés signalent qu'ils sont bien accueillis et vivent en harmonie avec ceux de la communauté hôte, les uns dans les familles d'accueils, dans les maisons octroyées, dans les maisons à louer et les autres dans les centres collectifs (écoles, églises.)

Aujourd'hui un grand nombre des déplacés vivent des travaux journaliers offerts par certains membres des communautés autochtones malgré le salaire insignifiant variant entre 2000 et 2500Shillings qui ne correspond pas au travail exécuté.

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.

Il y a existence du pouvoir public ou de l'Etat dans la zone. Depuis le mois de mai 2022, la Province de Ituri en général demeurent sous l'Etat de siège, cela fait donc plus d'une année que le Territoire de Mahagi est géré par un Administrateur Militaire.

Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base

Suite à la forte démographie dans la zone, les structures sanitaires ont peu de capacité d'accueil. La gratuité partielle ne permet pas de couvrir tous les besoins sanitaires des populations hôtes et déplacées. A Adingi, par exemple, l'ONG Malteser prend en charge seulement les déplacés hébergés dans les sites à Pamitu -Amee alors qu'à Ulyeko dans Umoyo, il prend en charge seulement 123 déplacés par mois.

Lors des déplacements des populations, les enfants en âge scolaire ont dû abandonner l'école. D'autres écoles dans les zones d'origines de déplacés ont été incendiées et d'autres détruites. De nombreux ménages déplacés occupent aujourd'hui les écoles.

Pour subvenir aux besoins du ménage, la plupart des déplacés exécutent des travaux journaliers, généralement dans les champs de certaines familles hôtes moyennant un montant forfaitaire soit par mètre ou par hectare, dont malheureusement les PDI déplorent l'insuffisance pour répondre aux besoins élémentaires de ménages.

Aux centres des Groupements Pamitu-Amee et Umoyo, les déplacés et hôtes peinent à accéder aux marchés locaux à la suite de plusieurs barrières érigées par les FARDC et où elles sont victimes de tracasseries. Il s'agit généralement des marchés de l'agglomération de Ndrelé/Groupement Umoyo qui s'organise deux fois la semaine, chaque mardi et samedi et le marché de Amees, pour chaque vendredi. En titre illustratif, à Amees

	pour accéder au marché, les piétons payent 500 shillings, peu importe son statut et 2 000 shillings, pour les motocyclistes et cyclistes.
Présence des engins explosifs	Rien n'a été signalé.
Perception des humanitaires dans la zone	Globalement, la perception sur les humanitaires est bonne en Chefferie de Djukoth/Ndama. Toutes les parties impliquées dans l'évaluation ont émis leurs vœux de soutenir NRC dans la réalisation de ses activités dans la zone évaluée (Groupements Pamitu-Amee et Umoyo/Chefferie de Djukoth).

Réponses données aux déplacés de cette vague de 2023

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	-	-	-	-

VBG Des cas de SGBV sont rapportés dans les deux zones d'évaluation notamment à Draju (3 cas) dans la zone de santé de Logo, et à Amee (3 cas) dans la zone de santé de Rimba. Dans les trois aires de santé évaluées de Logo, seul le centre de santé de Adraju en groupement de Umoyo fait la prise en charge médicale et psychologique sous l'appui financier de SOFEPADI, mais le contrat prend fin d'ici le 20 juillet 2023.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Aire de Santé	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Prise en charge médicale	SOFEPADI (Solidarité Féminine pour la Paix et le développement Intégrale)	Adraju	Populations autochtones et déplacées	Le contrat de SOFEPADI prend fin le 20 juillet pourtant les Centres de santé voisins comme Ulieko y réfère ses différents cas de VBG
Prise en charge médicale et psychologique	SOFEPADI	Adraju et Amee	Populations autochtones et déplacées	3 cas ont été rapportés dans l'aire de santé de Amee et prise en charge
Prise en charge médicale VBG	Cordaid	Uwiro	Populations autochtones et déplacés	Cordaid approvisionne le CS en kit PEP.

Gaps et recommandations

- S'assurer que tous les acteurs et staff intervenant connaissent les services disponibles et sont capable de référer les cas en cas de besoin.
 - Réinsertion socioéconomique des survivantes des GBV
 - Sensibilisation sur les GBV
- Recommandations :
- Plaider pour le positionnement des acteurs du volet prise en charge médicale et psychologique : le contrat de SOFEPADI avec le Centre de santé de Ndraju prend fin le 20 juillet 2023.
 - Plaidoyer pour le renforcement de la sensibilisation sur la lutte contre les VBG et sur l'auto-référencement.

4.2.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non, aucune assistance n'a été donnée aux déplacés des dernières vagues dans les groupements Umoyo et Pamitu-amee dans le secteur de la sécurité alimentaire.
Classification de la zone selon le IPC	La zone de santé de Logo et Rimba sont en PHASE 4 d'après la dernière analyse IPC

<p>Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise</p>	<p>La situation de la sécurité alimentaire dans les localités des groupements Umoyo et Pamitu-Amee est marquée par la consommation alimentaire pauvre chez les déplacés. Cette situation s'explique par les multiples déplacements, vols des produits champêtres et des bétails et la restriction d'accès aux champs suite à l'instabilité sécuritaire qui persiste dans les milieux de provenance des déplacés où la population pratiquait l'agriculture. Aucun stock des vivres n'est disponible dans les ménages déplacés. Cependant, comme c'est la période de récoltes des haricots, on peut trouver dans certaines familles d'accueil des quantités d'haricots qu'ils sont contraints de partager avec les familles déplacées accueillies.</p> <p>Les visites et enquêtes ménages montrent que la population déplacée consomme un seul repas non équilibré par jour. Ce repas est exclusivement constitué des patates douces et rarement, la pâte de manioc accompagnée des légumes verts sans protéines animales. Ils dépendent majoritairement de l'appui alimentaire des proches ou des dons de la part de résidents bienfaiteurs.</p>			
<p>Production agricole, élevage et pêche</p>	<p>Les activités dans la zone évalués sont principalement, l'agriculture et l'élevage. L'insécurité et les déplacements répétitifs ont impacté négativement sur la production agricole, et l'élevage. Les populations n'ont correctement pas accès à leurs champs étant donné que la plupart cultivent à Djugu où les miliciens sont très actifs. Ce qui impacte négativement sur la production agricole. A cela s'ajoute les pillages de récoltes et des bêtes d'élevages qu'ont connu les ménages déplacés lors de la crise. La divagation des bêtes et la destruction des cultures est également l'une des causes et facteurs qui joue négativement sur le rendement agricole.</p> <p>Les principales cultures du milieu sont : de manioc, haricot, maïs, bananes, petit-poids, oignons, patate-douce, légumes, pommes de terre, soja, sorgho, igname, tomates, aubergine, poireaux, choux, et les fruits comme : Maracujas, banane, carotte, pomme fruits, goyave, avocat, ananas.</p> <p>Les principales bêtes d'élevage de la zone sont : La chèvre, la vache, le porc, la poule, le cobaye et le lapin. Ces derniers sont souvent convoités par les miliciens qui viennent piller les bêtes dans les pâturages. Les informateurs clés contactés ont souligné qu'actuellement, les bêtes d'élevage sont menacés par des épidémies qui tuent les bêtes.</p>			
<p>Situation des vivres et des AME dans les marchés</p>	<p>Les ménages déplacés de la zone évaluée s'approvisionnent sur les marchés de Ndrele et celui de Amee qui offre des grandes quantités des vivres et AME de bonne qualité. Les prix des articles sur ces deux marchés sont compétitifs et la présence des déplacés ne peut pas impacter négativement sur le marché étant donné que ces deux marchés sont animés par des vendeurs qui disposent des fortes capacités. Les quantités des vivres et AME disponibles sur ces deux marchés peuvent couvrir les besoins des ménages déplacés et ceux des familles d'accueil</p>			
<p>Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise</p>	<p>Pour faire face à la crise, les ménages ont adopté comme stratégie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La diminution de la quantité et du nombre des repas par jour ; • La consommation des repas moins couteux et moins préférés ; • La réduction de la consommation des adultes au profit des petits enfants ; • L'emprunt et aides mutuels. • Les travaux journaliers agricoles moyennant une somme variante entre 2.000 à 3.000 shillings ougandais sur une étendue de 6m ; • Le transport du sable 1 bassin à 200 shillings ; • Le transport de la bouse 1 bassin à 2000 sh ; 			
<p>Réponses données</p>				
<p>Réponses données</p>	<p>Organisation s impliquées</p>	<p>Zone d'intervention</p>	<p>Nbre/Type des bénéficiaires</p>	<p>Commentaires</p>
<p>AUCUNE</p>				

Gaps et recommandations	<p>Gap. Absence d'acteurs humanitaires dans le secteur de la sécurité alimentaire dans la zone.</p> <p>Recommandations pour les interventions de première ligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distribuer des vivres aux ménages déplacés et autochtones ; • Distribuer du cash pour permettre aux bénéficiaires d'acheter librement les vivres de leurs choix respectifs, répondre aux autres besoins multisectoriels et faciliter la diversification alimentaire ; • Organiser une foire pour distribuer les outils aratoires ; <p>Recommandation pour les interventions de deuxième ligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la communauté hôte et les PDI avec les semences améliorées des cultures en cycles court, des semences des légumes et des races améliorer des bêtes ; • Améliorer la culture du manioc en assistant les cultivateurs avec semences des boutures améliorées de manioc ; • Appuyer la communauté hôte et les PDI avec des engrais, produits phytosanitaires pour les cultures, traitement des volailles et des stocks zoo-sanitaires y compris les vaccins pour les bêtes ; • Appuyer l'élevage des petits bétails et des animaux de la basse-cour ; • Appuyer la relance de la culture maraichère.
-------------------------	--

4.2.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non.
Impact de la crise sur l'abris	Les vagues répétitives des mouvements de la population ont un impact négatif sur la situation des abris dans le groupement de Umoyo et Pamitu-Amee. Il s'observe une promiscuité au sein des ménages vivants en famille d'accueil en raison de 4 à 5 personnes dans une pièce à coucher. Plus de 10 ménages déplacés occupent une même salle de classe à capacité réduite et on y observe un manque d'intimité.
Type de logement	<p>Famille d'accueil :70%</p> <p>Centre collectif (école, église, etc.) : 25%</p> <p>Maisons octroyées gratuitement ou louées :5%</p>
Accès aux articles ménagers essentiels	<p>Il ressort des résultats des enquêtes ménages et des entretiens avec les informateurs clés que la plupart des ménages déplacés sont dépourvus des AME. A part la fuite soudaine qu'ont connu les ménages déplacés, ils ont été aussi la cible des pillages de leurs biens domestiques et d'incendies des maisons lors de ces incursions de la milice CODECO. Ce qui justifie l'absence des AME dans les ménages déplacés et un accès limité au AME de bonne qualité</p>
	
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les familles d'accueil partagent le peu d'article ménagers essentiels avec les déplacés qu'ils accueillent.

Faisabilité de l'assistance	La faisabilité d'une assistance en AME est possible vu la cohabitation pacifique entre les ménages déplacés et la communauté hôte. Le risque d'extorsion des biens en cas d'une éventuelle assistance en AME est minime. En plus, les 2 marchés de référence (marché de Amee et celui de Ndrele) sont à mesure de fournir des AME de qualité et en quantité suffisante en cas d'une assistance en AME ou en vivre			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	RAS	RAS	
Gaps et recommandations	Les AME sont quasi inexistantes dans les ménages des déplacés ; il est vivement recommandé une assistance qui prend en compte ce secteur.			

4.2.4 Moyens de subsistance

Moyens de subsistance	Lors des multiples attaques de CODECO dans les villages de provenance des déplacés, les activités génératrices des revenus pour la survie de la population ont été abandonnées et pillées. Ce qui fait que la majorité des déplacés vivent grâce aux travaux journaliers ou du "Food for Work"			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	<p>Certains déplacés exercent des travaux journaliers dans les champs des autochtones pour recevoir une petite quantité de cossette de manioc, légume vert ou de haricot comme c'est la période de récolte des haricots. Une minorité transportent occasionnellement le sable moyennant une somme de 200sh par bassin ou la bouse (2000sh par bassin).</p> <p>L'élevage et les petits commerces sont pratiqués par la communauté hôte mais ce sont des activités qui exigent plus de moyens financiers.</p> <p>L'accès à ces services est limité car la communauté hôte est aussi affectée par la présence des multiples vagues de déplacés au courant de cette année.</p>			
Réponses données				
Gaps et recommandations	<p>Pas d'acteurs humanitaires actifs dans la zone dans le secteur des moyens de subsistance.</p> <p>Recommandations :</p> <p>Les besoins en AGR ont été manifestés dans le focus groupe et visite ménages. Pour cela une intervention en cash est souhaitable pour essayer de palier tant soit peu aux difficultés liées aux moyens de subsistance dans la zone.</p>			
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune

<p>Analyse des marchés</p>	<p>Les déplacés accueillis dans les groupements de Umoyo et Pamitu-Amee se ravitaillent en AME sur les marchés de Ndrele et de Amee. Le marché de Ndrele se tient chaque mardi et samedi et celui de Amee chaque vendredi. Toutefois, pour les produits de première nécessité, la population recourt aux petits marchés communément appelés limanga qui s'organisent chaque soir dans différentes localités.</p> <p>Ces 2 marchés sont animés par les vendeurs locaux grossistes, semi-grossistes et détaillant. D'autres marchands proviennent des différents coins de la zone.</p> <p>Les denrées produites et vendues localement sont : le haricot, la pomme de terre, la cossette de manioc, le Mais...Actuellement, comme la zone traverse une période de récolte des haricots, on observe une bonne disponibilité de cette denrée sur les marchés. Pour les denrées dont les stocks ne sont pas suffisants, les vendeurs recourent aux approvisionnements externes.</p> <p>Pour les AME, les vendeurs s'approvisionnent plus en Ouganda et quelque fois à Butembo compte tenue du tronçon Komanda- Luna peu accessible.</p> <p>Les prix suivants ont été prélevés en AME et en Vivres sur ces deux marchés :</p> <p>Pour les vivres : 1 bouteille d'huile de palme=2.800 sh, 1 sceau cossette de manioc = 12.000 sh, (1 bassin =35.000 sh), , 1sachet de sel=600 sh, 1 gobelet de Riz importé=1.700 sh, 1kg poissons petit-capitaine = 15.000 sh, poisson par pièces= 2.000, 3.000, 5.000, 8.000 et 9.000 sh, 1 Bomba de grains de maïs = 22.000, 21.000 et 20.000 sh, 1 bomba de soya= 25.000 sh, 1 bouteille d'huile végétale=5.000 shillings, 1bomba d'haricot kalingiti (couverture) et haricot blanc= 20.000 sh, 1bassin de pomme de terre (15kg) =20.000 sh, 1 Tas de pomme de terre=500 sh, 1tas de ail et oignon=500 et 1000 sh (1 petit bassin=4.000 sh).</p> <p>Pour les non-vivres : matelas 20cm 70 000sh/pièce, matelas 40cm 90 000sh/pièce, matelas 60cm 120 000sh/pièce, casserole de 5 litres 14000sh, casserole de 7 litres 16000 FC, Pagnes Wax, hitarget, demi-super 60 000sh, valise petit format 45000sh, valise moyen format 55000sh, valise grand format 65000sh, Bassin 20l 50000sh, Bidon 20l 7000sh, casserole 5l 20000sh. Un pantalons jeans=25.000 sh, un pantalon tissus=35.000 sh, une chemise simple=17.000 sh</p>
<p>Existence d'un opérateur pour les transferts</p>	<p>Deux banques (RAWBANK et FBN banque) et une institution de microfinance (caisse d'épargne du Congo) facilitent les transferts d'argent à partir de Mahagi centre. Les maisons de transfert M-pesa et Airtel Money sont aussi disponibles avec des capacités moyennes. Les grands commerçants de Ndrele et Amee disposent également des fortes capacités et peuvent appuyés la zone en cas d'une assistance en cash.</p>

4.2.5 Eau, Hygiène et Assainissement

<p>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</p>	<p>Aucune réponse en Wash n'a été faite jusqu'à présent depuis le déclenchement de la crise.</p>
<p>Risque épidémiologique</p>	<p>Il s'observe un risque épidémiologique des maladies hydriques tel que la fièvre typhoïde, le choléra, l'amibiase, etc. surtout dans les centres collectifs où habitent les déplacés suite à la consommation de l'eau non potable et l'insuffisance si pas la carence des toilettes dans les sites. En effet, 55% de la population de Draju consomme l'eau de la rivière Alakpa et Fedha et que seul 20% de la population de Ulieko consomme l'eau des sources aménagées contre 80% consomme l'eau de surface provenant des rivières Kudha, Barlo, Rieda, Ajok, Jadha, etc., En plus, il faut signaler la présence à l'air libre des matières fécales dans presque toutes les 3 aires de santé, surtout dans des centres collectifs hébergeant les déplacés et familles d'accueil avec plusieurs ménages.</p> <p>La Zone de santé de Rimba n'est pas épargnée de ce risque épidémiologique, car il se révèle que seuls 50 à 60% ont accès à l'eau potable et que 40% seulement ont accès aux toilettes. Le taux de la diarrhée estimé entre 20 à 25% en est un signe d'alerte.</p>
<p>Accès à l'eau après la crise</p>	<p>Accès à l'Eau Potable Dans les aires de santé de Draju, Ulieko et Djupahoyi, plus de 50% de la population n'a pas accès à l'eau potable suite à l'insuffisance des sources d'eau aménagées. Les quelques sources aménagées par certaines organisations comme Mercy corps en 2020 et 2022 n'arrivent pas à couvrir le besoin en eau dans l'aire de santé de Draju, Djupahoyi. Ce qui fait qu'une partie de la population consomme l'eau de surface.</p>

	<p>Dans l'aire de santé de Draju par exemple, il existe seulement 4 sources d'eau aménagées pour une population estimée à 9300 personnes autochtones et 6125 déplacés. Cette insuffisance des sources aménagées suivie de la surpopulation due au mouvement des populations limite l'accès à l'eau potable et pousse ainsi cette population à consommer de l'eau des rivières et sources non aménagées telles que Atolo, Alakpa et Ruido. Un autre problème qui limite l'accès à l'eau en quantité suffisante est le relief montagneux de la zone, car une grande partie de la population habite sur les collines et que plus de 60% de la population fait plus de 45 minutes de marche pour s'approvisionner en eau potable vers le bas fond.</p> <p>Dans l'aire de santé de Uliyeko, 3 sources d'eau sont aménagées pour une population estimée à 8319 âmes autochtones et déplacés. Ces sources construites en 2020 par Mercy n'arrivent pas à couvrir le besoin en eau. Ce qui fait que 80% de la population comble le gap par la consommation de l'eau de surface des rivières Kudha, Barlo, Rleda, Ajok, Yadha, en plus de 14 points d'eau non aménagés parsemés dans l'aire de santé dont 2 à Djupacora, 7 à Djupadrogo, 2 à Djupaliri et 3 à Ulieko. Il s'observe ainsi une longue ligne d'attente suivie des bagarres aux points de puisage.</p> <p>Dans l'aire de santé de Djupahoyi, 5 sources d'eau sont aménagées notamment à Djupatombo, Djupalesi, Djupaliri pour une population estimée de 7597 âmes, 4 points d'eau non aménagés à Singa, Ayuda et Acana. Seuls 45% accèdent à l'eau potable contre 55% qui se contentent de l'eau des sources non- aménagées précitées en plus des rivière Ayuda et Rieda. Aussi, 60 % de la population fait plus de 45 minutes pour atteindre la source aménagée. Ce qui réduit l'accessibilité à l'eau dans la zone.</p>				
Type d'assainissement	<p>D'après les informateurs-clés, notamment les IT, RECO et COGEPE, l'assainissement est à déplorer dans les aires de santé de Draju, Djupahoyi et Uliyeko. En effet, seul 40% de la population utilisent des toilettes améliorées contre 60% à Draju, 30% partagent les toilettes avec au moins 4 ménages ; même chose pour Djupahoyi (30% ont des toilettes améliorées). Il s'observe une insalubrité dans les villages avec un manque en gestion des ordures dans les 3 aires de santé. La situation est presque identique dans la zone de santé de Rimba, particulièrement les aires de santé de Adingi, Amee, Uwiro et Zavi</p>				
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	<p>Oui, surtout à Djupahoyi, selon les informateurs clés</p>				
Pratiques d'hygiène	<ul style="list-style-type: none"> • Toilette de fortune • Pas de lavage des mains régulier au savon • Certaines personnes se lavent rarement le corps faute de savon et des douches 				
Réponses prodiguées	Organisations impliquées	Année	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aménagement de 4 sources d'eau	Mercy Corps	Mai 2022	Aire de santé de Draju	15 425 autochtones et déplacés.	Certaines sources connaissent des fuites d'eau. Ces sources ne couvrent pas les besoins en eau, car des files indiennes et bagarres continuent à s'observer sur les lieux de puisage. En plus, une grande partie de la population reste dans des collines loin de quelques sources aménagées.
Aménagement de 3 sources d'eau	Mercy corps	2020	Aire de santé de Ulieko	8 319 autochtones et déplacés	Seul environs 20% de la population accède à cette eau, car 80% consomme l'eau de la surface. Cette insuffisance est accentuée par l'arrivée des déplacés dans la zone.
Aménagement de 2 sources d'eau	UNICEF via Village assaini	2015	Aire de santé de Zavi		Cette source connaît quelques délabrements au lieu de puisage
3 sources aménagées	ADESS	2022	Aire de santé de Zavi		En bon état, mais insuffisantes à cause des déplacés.
4 portes de latrine, 4 douches, Incinérateur, Trou	ADESS	2022	Aire de santé d'Uwiro		En bon état, mais insuffisantes à cause des déplacés.

à ordure et une fosse à placenta					
4 sources aménagées	Oxfam	2023	Aire de santé de Amé	21 000 personnes	En bon état
1 source au CS Zavi	Malterser	2004	Aire de santé de Zavi		Tuyau cassé
2 sources aménagées	Solidarités Internationales	2017	Aire de santé de Amee	21 000 personnes	Présentent quelques fuites.
Aménagement de 4 sources d'eau	Mercy corps	2022	Aire de santé de Djupahoyi	7 597 autochtones et déplacés	Seul environs 45% de la population accède à cette eau, car 55% consomme l'eau des sources non aménagées de Acana, Singa. Cette insuffisance est accentuée par l'arrivée des déplacés dans la zone.
Construction de 200 toilettes familiales et 90 douches	Oxfam GB		Aires de santé de Amee, Djupasonge	Autochtones et déplacés	Ces toilettes sont encore insuffisantes, car à Amee par exemple, seul 40% de la population a accès aux toilettes individuelles, 40% se partagent les toilettes et 20% font la défécation dans la brousse (sous les caféiers).
Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Réinsertion socioéconomique des survivantes des GBV • Sensibilisation sur les GBV <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plaider pour le positionnement des acteurs du volet prise en charge médicale et psychologique : le contrat de SOFEPADI avec le Centre de santé de Ndraju prend fin le 20 juillet 2023. • Plaidoyer pour le renforcement de la sensibilisation sur la lutte contre les VBG et sur l'auto-référencement. 				

4.2.6 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Aucune réponse en santé et nutrition n'a été faite depuis le déclenchement de la crise.

<p>Risque épidémiologique</p>	<p>Les aires de santé de Draju, Djupahoyi et Ulieko situées en zone de santé de Logo courent les risques de cholera et de la peste au regard des conditions d'hygiène et assainissement observées et la qualité de l'eau consommée dans la zone, surtout dans des sites des déplacés et famille d'accueil à plusieurs ménages. Il s'observe également une flambée des cas de paludisme dans la zone, car seulement moins de 30% de la population dort sous la moustiquaire. La dernière distribution des moustiquaires a eu lieu il y a 2 ans, d'après les informateurs clés du secteur dans la zone. La malnutrition prend une allure inquiétante dans la zone, car la population, surtout les déplacés, ont difficilement accès aux vivres. En effet, durant les 4 dernières semaines, le taux de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans était estimé à 20% dans l'aire de santé de Draju alors que dans l'aire de santé de Djupahoyi, 30 cas de la malnutrition ont été déclarés durant la même période, d'après les informateurs clés.</p> <p>En zone de santé de Rimba, dans les aires de santé évaluées notamment Amee, Uwiro, Adingi et Zavi, cette insuffisance des sources expose la communauté à la flambée des cas des maladies hydriques telle que la fièvre typhoïde. La malnutrition est aussi un véritable fléau qui risque d'embraser toute la communauté, car le taux est estimé à 70% auprès de la communauté et les déplacés à Amee, d'après certains informateurs clés, en plus du taux élevé des cas de paludisme chez enfants de moins de 5 ans dans l'aire de santé de Uwiro, par exemple.</p>
<p>Impact de la crise sur les services</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'accès aux soins de santé primaire reste un véritable problème dans la zone, car il n'existe pas de gratuité totale des soins, excepté l'aire de santé de Ulyeko où l'ONG Malteser prend en charge seulement 123 personnes déplacées de Wala par mois. Malteser prend aussi en charge les déplacés hébergés dans des sites à Adingi. Caritas appui également en médicament contre le paludisme, mais avec des ruptures. En fait, il existe un tarif forfaitaire en application dans toutes les deux zones de santé de Logo et Rimba, mais les déplacés non intégrés ont difficilement accès à ces soins au regard de la situation de pauvreté extrême qu'ils traversent. En titre d'exemple, seul 20% de la population d'utilisent les services curatifs dans l'aire de santé de Djupahoyi, d'après l'IT alors qu'au CS de Ulieko seulement 31% de la population consulte le service curatif non seulement à cause de la proximité des structures sanitaires, mais aussi faute de moyens. Ce qui fait qu'une partie de la population fasse l'automédication, d'autres encore consultent les tradipraticiens et les féticheurs, en plus de la consultation de certains hommes de Dieu qui estiment que la guérison ne vient que de Dieu à travers la prière et pas le traitement par la médecine moderne. D'autres encore fuient sans avoir honoré leurs factures des soins. • Ruptures des médicaments traceurs suite à l'insolvabilité des patients déplacés et communauté hôte qui n'accèdent plus à leurs champs, situés pour la majorité à Djungu. Ce qui cause la pauvreté Sur le plan tarifaire, par exemple, le traitement d'un cas de paludisme simple chez les enfants de moins de 5 ans coute 5000 shillings Ougandais et 8000 shillings pour les adultes, l'accouchement eutocique 25000shillings, un accouchement dystocique à 266000 Shillings (soit 71\$), etc. • Des cas d'accouchement à domicile et de décès communautaires. D'après le médecin chef de Zone de Logo, l'activisme des groupes armés dans les aires de santé frontalières du territoire de Djugu a eu des conséquences graves sur la santé des populations telle que la malnutrition qui est devenue endémique dans la zone, en plus de la flambée des cas de paludisme avec un taux global de 38,4% chez les enfants de moins de 5 ans de janvier à juin 2023 et 10,9 % pour les infections respiratoires aiguës.
<p>Indicateurs santé (vulnérabilité de base)</p>	

Zone de santé de Logo					
Indicateurs collectés au niveau des structures	CS Djupahoyi	CS Ulyeko	CS Draju	Moyenne	Observation
Taux d'utilisation des services curatifs	20%	31%	50%	33,6%	Il s'observe de ce tableau que la moyenne d'utilisation des services curatifs est Inférieur à 70% ; ce qui justifierait le la, pratique d'automédication et des décès à domicile.
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	12%	2%	3%		
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	5 %	14%	2%	7%	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	0 %	6%	15%		
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	40%	6%	20%		
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	ND	ND	ND	ND	

Zone de santé de Rimba						
Indicateurs collectés au niveau des structures	CSR Zavi	CS Amee	CS Uwiro	CS Adingi	Moyenne	Observation
Taux d'utilisation des services curatifs	58,2 %	105%	84,2%	70%		N/A
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans		67%	71%	60%		
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	ND	7%	31%	40%		
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	20%	8%	16,3%	20%		
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	25 %	%	5%	10%		
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	ND	ND	ND	ND	ND	

Gaps et recommandations	L'absence d'un partenaire dans le secteur de santé : L'accès aux soins de santé primaires reste un véritable défi dans la zone. Malteser appuie en médicaments l'aire de santé de Ulyeko sur les 3 aires évaluées sans couvrir tous les besoins, car il a une cible bien indiquée par mois (123 personnes déplacées de Wala). Le paludisme dans la zone demeure parmi les premières causes de morbidité, encore que l'appui du PNL (Programme National de lutte contre le Paludisme) connaît des ruptures.
--------------------------------	--

4.2.7 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non, Aucune réponse n'a été donné en éducation.
Impact de la crise sur l'éducation	<p>Les écoles des localités de provenance sont détruites par les CODECO pendant les différentes attaques causant la perte des documents solaires ; les écoliers qui les fréquentaient sont admis dans les écoles des localités hôtes sans assurance de la classe que l'écolier devrait occuper. Ce qui perturbe leur intégration dans les écoles</p> <p>Une pléthore s'observe dans les classes dont les dimensions sont réduites et dont la majorité ne dispose pas des pupitres pour recevoir tout le monde.</p> <p>Plus 8 écoles de la communauté hôte sont occupées par les ménages déplacés ; le matin ils évacuent leurs AME et Vivres pour laisser la place aux écoliers pour les leçons. Leur présence dans la cour scolaire</p>

déconcentre les apprenants mais aussi le risque d'incendie est élevé car plusieurs fours sont allumés dans la concession scolaire pour préparer leurs repas. Les déchets de cuisines parsemés et la défécation à l'air libre touchent l'assainissement dans les écoles

L'espace de jeu pendant la récréation est réduite ; pourtant un aspect important pour l'épanouissement des enfants à l'école. Voici celles qui hébergent les déplacés

GROUPEMENT	AS	SITE	NOMBRE
UMOYO	ULYEKO	EP CORA DE DRADJU	60
		EP JALMBA	36
		MARCHE KUDA	49
	DRADJU	EP DRADJU	ND
		EP NYATAT	109
		INSTITUT MAKALA	25
		EGLISE CHURCH OF GOD	ND
PAMITU AMEE	ZAVI	EP MITU	40
		EP DJOROKPA	80
		INSTITUT ZAVI	ND
	UMIRO	EP ARR	ND
		EP UWIRO	ND
		EP NGGWERU	35
		EP ADJU	ND

Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise

Parmi les enfants déplacés, 40% ne vont pas à l'école par manque de fourniture scolaire, de l'uniforme, et un accès réduit à la nourriture et aux soins de santé primaire.

Malgré la gratuité des enseignements au primaire ; certains parents estiment que leurs enfants vont fréquenter l'école à la rentrée car ils ont raté plusieurs leçons pendant le déplacement.

Services d'Education dans la zone

Les écoles évaluées dans le groupement Umoyo sont gérées par la sous division de Mahagi 2 tandis que celle du groupement Pamitu sont appuyé par la sous division de Mahagi 3

Les services de l'inspection du pool du primaire située à Mahagi et Ngoté accompagnent les enseignants en formation pendant leurs activités d'itinérance et de l'organisation des différentes épreuves de fin de cycle

Capacité d'absorption

Le groupement Umoyo compte 9 écoles primaires dont 3 détruites pendant les attaques récentes. Celles qui fonctionnent sont insuffisantes et disposent des salles de petite dimension avec des bâtiment nécessitant des réhabilitations

Celles de Pamitu Amee , au nombre de 13 sont pour la plupart conventionnées catholiques et présentent peu de vulnérabilité en termes de destruction de salle de classe.

Seule EP ARR et EP Mitu sont en chaume et délabrées car elles ont été victimes d'incendie en 2018 car sont dans les villages proches des zones occupées par les assaillants

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				

Gaps et recommandations

- Les écoliers déplacés ne disposent pas des kits récréatifs, des fournitures scolaires, uniformes
- L'Assainissement dans les écoles est un souci surtout celles occupées par les déplacés ; 50 % n'ont pas de latrine suffisante et sont partagé avec les ménages déplacés qui occupent les classes
- Les salles de classe sont pléthoriques car ayant accueil les enfants déplacés vue que les attaques ont eu lieu au cours de l'année scolaire
- Kits d'hygiène intimes pour les grandes filles à l'école est exprimé comme un besoin spécifique

Recommandations

- Distribuer les kits scolaires aux élèves à la rentrée de scolaire.
- Distribuer les matériels didactiques, les manuels scolaires et les kits récréatifs aux écoles.

- Plaidoyer pour la libération de salles de classes occupées avant la rentrée scolaire prochaine

ANNEXE

Participants à l'évaluation

	Nom et post-nom	Sexe	Secteur	Fonction	Téléphone
01	Désiré Cimerhe	M	Supervision des activités et enquêtes ménages	Manager Safer	0991497054
02	Ghislaine Kahindo	F	Education	Coord RR	0816718467
03	Mamie Simisi	F	Mouvement des populations AME/ABRIS	Officier RR	0990666067
04	Dupont Kativiti	M	Wash et santé et nutrition	Officier protection et médiation	0997760802
05	Clarisse Munguriek	F	Sécurité alimentaire et Analyses marchés	Assistant protection et médiation	0826828444
06	Pascaline	F	Protection	Assistant protection et médiation	0995505069
07	Jules Musubao	M	Sécurité et accès	Officier HSS	0997795659
08	Grégoire Bambili	M	Conduire	Chauffeur	0823231407
09	Bienfait	M	Conduire	Chauffeur journalier	